



Communiqué des Unions Départementales FO – CGT

Nos Organisations Syndicales adressent ce communiqué de presse au Président de la République à l'occasion de sa venue programmée le 1^{er} juillet 2015, dans le département du Rhône.

Le Président Hollande ouvrira le sommet mondial sur le climat qui se tiendra à la région Rhône-Alpes. A ce propos, nous espérons que les décisions prises iront dans le sens des centres d'emplois et n'impacteront en rien le code du travail des secteurs concernés (transfert du rail à la route, chauffeurs routiers mal payés, transport fluvial sous considéré...).

Après avoir feint d'ignorer le coup de semonce du 9 avril qui a vu manifester plus de 300 000 salariés lors de l'appel à une journée de grève interprofessionnelle par la CGT, FO, FSU et Solidaires, le gouvernement a fait le choix de recourir de nouveau à l'article 49-3 de la Constitution pour faire passer à l'Assemblée nationale en 2^e lecture, sans débat, la loi Macron dont nous exigeons l'abandon.

La liste des attaques sociales qu'elle contient s'allongeant au fil d'amendements n'est même plus examinée par la représentation nationale.

Les milliards de cadeaux uniquement aux entreprises (**CICE**), les volontés de casse du Code du travail (**loi Macron**) ou encore des droits sociaux de représentation (**loi Rebsamen**) n'enrayent en rien les licenciements.

Au contraire, le chômage continue de croître et les grands groupes qui font des bénéfices sont même encouragés par ces mesures à poursuivre leur politique de réduction des coûts afin d'augmenter les profits.

Dans le Rhône, les secteurs de l'automobile et de la métallurgie sont fortement impactés, comme le secteur de la chimie.

Des suppressions d'emploi ou de sites de production voient le jour, alors que les entreprises réalisent des profits et sont parfaitement viables.

Dans la fonction publique, le gel du point d'indice (base de la rémunération) depuis 2010 qui induit des économies de l'ordre de 7 milliards en 5 ans, génère une forte baisse du pouvoir d'achats des agents (-6%).

Au sein des services de l'Etat comme des collectivités, la **réforme territoriale** remet en cause les droits acquis, le cadre national des statuts et l'égalité sur le territoire de la République.

Dans les hôpitaux, la **loi Touraine** veut imposer fusions et regroupements.

Dans l'Education nationale, la **réforme du collège** s'attaque au caractère national de l'enseignement et aux contenus disciplinaires, base des qualifications et diplômes...

L'austérité, les licenciements dans tous les secteurs du privé, le blocage des salaires, la déréglementation et la casse des services publics : cela doit cesser !

Ce 1^{er} juillet, le Président HOLLANDE sera à LYON pour ouvrir une conférence sur le réchauffement climatique. Alors que nos revendications se heurtent à des fins de non-recevoir, voire à des provocations gouvernementales s'apparentant à une politique de réchauffement du climat social, les Unions Départementales FO - CGT du Rhône réaffirment nos revendications :

—> **AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES, DES TRAITEMENTS ET DES PENSIONS**

—> **ABANDON DU PACTE DE RESPONSABILITE**

—> **RETRAIT de toutes les mesures d'austérité et de déréglementation (lois Macron et Rebsamen, réforme territoriale, loi Touraine, réforme du collège...).**

LYON le 30 juin 2015